

Emploi et productivité, contribution à la croissance économique

2004/2188(INI) - 28/05/2004 - Document de base non législatif

OBJECTIF : présentation d'un document de travail des services de la Commission sur l'emploi et la productivité et leur contribution à la croissance économique.

CONTENU : en réponse à une demande formulée par le Secrétaire général de la Commission dans le cadre du groupe directeur de la politique industrielle, la présente note est centrée sur la relation existant entre les deux composantes de la croissance économique: la croissance de l'emploi et la croissance de la productivité.

Le document de la Commission relève que l'évolution de la croissance de l'emploi et de la productivité dans l'UE a été largement disparate au cours des dernières années. Par rapport à la première moitié des années 1990, la période 1996-2002 a connu une croissance significative de la contribution du travail à la croissance du PIB de l'UE, mais qui a été neutralisée par la réduction de la contribution de la productivité du travail. Par comparaison, les États-Unis ont pu combiner une forte performance de l'emploi avec une accélération de la productivité du travail, ce qui s'est traduit par la croissance du PIB qui a dépassé d'un point de pourcentage celle de l'UE au cours de la période 1996-2002.

La note avance les explications possibles de l'écart croissant entre les performances qui sous-tendent les économies de l'UE et des États-Unis et les moyens permettant à l'UE d'améliorer ses performances sur le front aussi bien de la productivité que de l'emploi. Elle porte également sur la question de savoir si le problème est inhérent au cadre politique fondamental ou s'explique par l'incapacité des États membres de mettre en oeuvre les réformes nécessaires pour traduire le discours en réalité.

Les raisons pour lesquelles l'Europe s'est fait distancer par les États-Unis au niveau de la croissance de la productivité au cours des dernières années sont complexes. Une partie de l'explication est due à l'ampleur par laquelle les technologies de l'information et de la communication ont pénétré les économies respectives. Une autre partie est due au schéma de croissance à intensité de travail relativement forte observé dans l'UE depuis le milieu des années 1990. Toutefois, il reste des phénomènes inexpliqués qui sont presque certainement liés à des facteurs plus fondamentaux qui sous-tendent la croissance. Parmi les principaux facteurs, il convient de mentionner l'éducation et la formation, l'investissement dans la R&D, l'infrastructure de transport et de communications, l'esprit d'entreprise, l'organisation du travail, l'efficacité du secteur public et le mode de fonctionnement des marchés, à savoir les marchés du travail, les marchés financiers et les marchés des produits.

Tant la théorie économique que l'expérience des États membres de l'UE et des États-Unis indiquent qu'il n'y a lieu de privilégier ni la croissance de l'emploi ni la croissance de la productivité. L'objectif clé doit être de relever les niveaux de productivité en mobilisant tous les moyens disponibles pour stimuler la croissance de la productivité totale des facteurs, tout en encourageant en même temps le schéma de la croissance à forte intensité de travail à moyen terme qui est nécessaire pour évoluer vers le plein emploi.

La poursuite énergique des réformes nécessaires des marchés du travail peut entraîner une période de croissance de la productivité inférieure à son plein potentiel, mais cela ne doit en aucun cas être considéré comme un arbitrage. En outre, les progrès réalisés dans les domaines des réformes des marchés du travail n'entravent aucunement les efforts visant à stimuler l'investissement et le progrès technique. Par conséquent, rien n'interdit aux responsables d'agir simultanément sur les deux tableaux.

Cependant, en vue de faire progresser au cours des prochains mois et années l'agenda politique présenté dans la note, les gouvernements devront inévitablement opérer des choix politiques difficiles en ce qui concerne la poursuite optimale des objectifs spécifiques de Lisbonne.. Des choix devront être opérés en matière budgétaire en vue à la fois d'atteindre l'équilibre global entre les mesures favorisant la productivité ou l'emploi et du poids à attacher aux initiatives spécifiques. En outre, compte tenu des pressions inévitables sur les décisions budgétaires, les gouvernements devront de plus en plus remettre en question les programmes publics existants afin d'atteindre une plus grande efficience et des plus hauts niveaux de performance globale.